

DÉLIBÉRATION n°2024-73
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 11 décembre 2024

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration
du 06 novembre 2024

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu le règlement intérieur de l'IEP,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 06 novembre 2024 est adopté.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 20 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 20

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 11 décembre 2024

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Compte-rendu du conseil d'administration du 06 novembre 2024 (7 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 12/12/2024

Présents

- (1) M. Yann Lejolivet, Président du Conseil d'administration)
- (2) Mme Ballu-Gougeon
- (3) Mme Marie-Laure Collet
- (4) Mme Corinne Poulain
- (5) M. Romain Pasquier
- (6) M. Gil Desmoulin
- (7) Mme Armelle de Guibert
- (8) Mme Claire Toupin-Guyot
- (9) Mme Marta Iglesias
- (10) Mme Adeline Thobie
- (11) Mme Clara Burguin
- (12) M. Tao Bernard
- (13) Mme Marie Vinet
- (14) Mme Amandine Goutines
- (15) Mme Eva Jeanson
- (16) M. Baptiste Cadeau
- (17) Mme Hani Bonetti
- (18) M. Andrea Amore
- (19) Mme Pauline Cardot

Représentés

- (20) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (21) M. David Alis
- (22) Mme Maryvonne Le Brignonen
- (23) M. Jean-Luc Chenut
- (24) M. Olivier David
- (25) M. Vincent Valentin
- (26) M. Nicolas Escach
- (27) Mme Gaëlle Petit
- (28) M. Lou Presti

Membres ayant voix consultative

- (29) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (30) Mme Léa Escamelle, Association des Anciens

Invités

- (31) Mme Myriam Ravalet
- (32) Mme Cyrielle Leclerc
- (33) M. Cyril Rams
- (34) M. Luc Neuville
- (35) Mme Véronique Saint-Mleux
- (36) M. Sébastien Châble
- (37) Mme Nathalie Pruchon
- (38) M. Hugues Parola
- (39) M. Bruno Gatepaille
- (40) Mme Tiphaine Paris

Procurations :

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
M. David Alis	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin
Mme Maryvonne Le Brignonen	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
M. Jean-Luc Chenut	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin
M. Olivier David	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Vincent Valentin	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Nicolas Escach	Donne pouvoir à	Mme Adeline Thobie
Mme Gaëlle Petit	Donne pouvoir à	Mme Adeline Thobie
M. Lou Presti	Donne pouvoir à	M Baptiste Cadeau

M. Lejolviet ouvre la séance.

- Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 25 septembre 2024

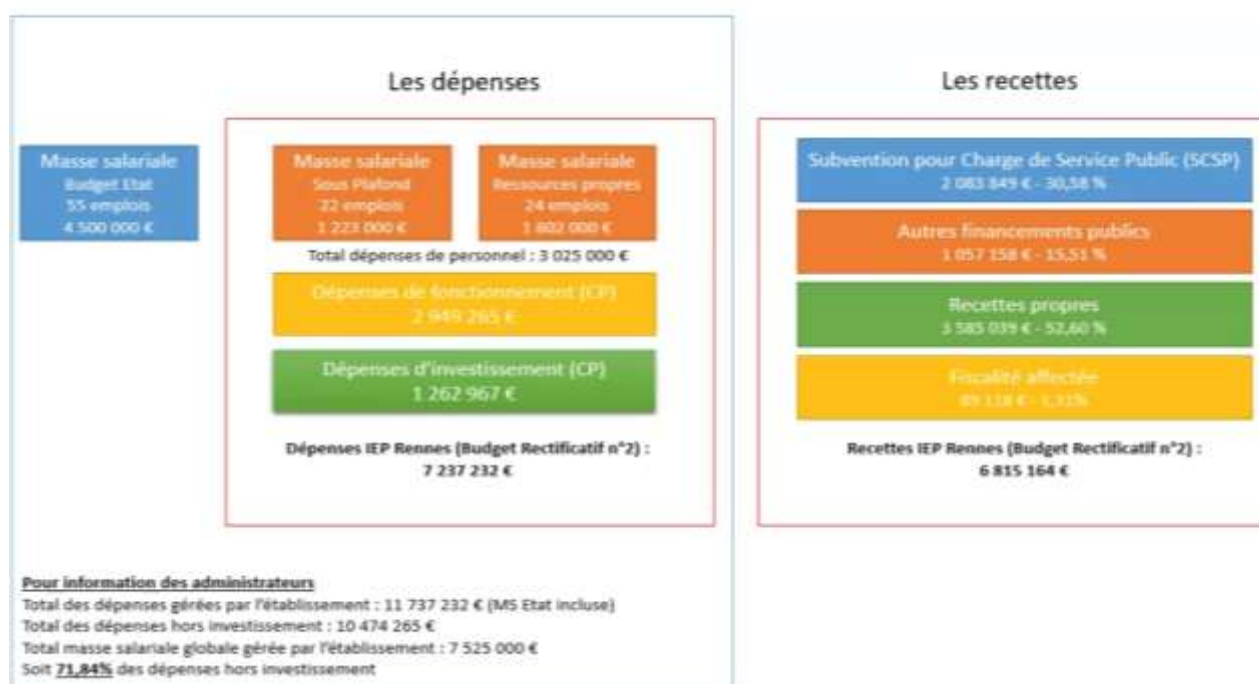
Le procès-verbal du conseil d'administration du 25 septembre 2024 est adopté à l'unanimité.

1. FINANCES

- Budget rectificatif n° 2

M. Diaz rappelle que Sciences Po Rennes est un établissement public administratif et que de ce fait, il n'assure pas la gestion de la masse salariale des fonctionnaires – enseignants-chercheurs ou personnels administratifs assurée par le Ministère. Le budget de l'IEP intègre donc les dépenses de fonctionnement, d'investissements et de masse salariale sur ressources propres et sous plafond. Les recettes et dépenses se déclinent comme suit, étant entendu que le budget rectificatif se concentre sur les blocs encadrés en rouge :

L'architecture du budget de l'établissement



M. Diaz tient à souligner, au titre du contexte, que les universités sont toutes dans des situations budgétaires délicates. En effet, dans le cadre des RCE (Responsabilités et Compétences Elargies), elles ont dû assumer l'impact des augmentations du point d'indice des fonctionnaires et de la pension civile, qui n'ont pas été compensées par l'Etat. Le budget global de l'IEP atteint 11,7 millions d'euros, dont 4,5 millions d'euros de masse salariale des fonctionnaires gérés par le Ministère. Côté recettes, la subvention pour charge de service public (SCSP) dépend de négociations annuelles avec l'Etat, tandis que les autres ressources dépendent directement des efforts de l'IEP pour trouver des ressources.

M. Parola souligne que les dépenses de masse salariale dans une université classique en bonne santé financière atteignent généralement 80 % de l'ensemble des dépenses de l'établissement. Pour sa part, l'IEP se situe à hauteur de 71,84 %, en prenant en compte la masse salariale Etat, ce qui atteste le sérieux de sa construction budgétaire.

M. Diaz ajoute que la majorité des recettes sont propres à l'IEP, la SCSP étant de 2 millions d'euros sur 6,8 millions d'euros au total. Ces recettes propres dépendent de la stratégie de Sciences Po et du développement des recettes et des partenariats. Elles prouvent que l'Etablissement dispose de leviers, mais que ceux-ci sont fragiles et doivent être conforter chaque année. En effet, ces recettes ne sont pas toujours pérennes et pluriannuelles, ce qui implique d'aller les chercher chaque année.

M. Parola indique que les objectifs du budget rectificatif n° 2 (BR2) sont de valider les hypothèses retenues en recettes au BR1, notamment suite à la réforme des droits et de l'apprentissage, d'intégrer les nouvelles recettes et d'intégrer une nouvelle prévision d'exécution budgétaire en dépenses après 9 mois d'exercice constaté, en fourchette haute. Cet exercice représente l'aboutissement de la stratégie de retour à l'équilibre présentée lors du compte financier de mars, qui était en déficit. A cet égard, il convient de saluer le travail important de tous les acteurs de la chaîne financière (responsable financier, responsables de pôles...). Ce résultat a été obtenu grâce à un travail de suivi rigoureux des dépenses, une augmentation des recettes grâce à l'évolution du nombre d'étudiants en alternance, la mise en œuvre de la réforme des droits d'inscription socialement plus juste, le recouvrement plus efficace de créances antérieures. Les recrutements opérés ont eu à cet égard un réel effet de levier.

M. Diaz tient à saluer tout particulièrement le travail important mis en œuvre pour développer l'alternance et souhaite la poursuite de ce développement.

M. Parola en vient au suivi de l'exécution des dépenses et recettes, résumée dans le tableau suivant :

	BR2 octobre 2024	BR1 Juin 2024	BR1 octobre 2023	Commentaire
Recettes	57,74%	43,49 %	60,71%	L'intégralité des recettes de formation continue et alternance 2023/2024 ont été titrées. Les droits d'inscription (1,8 M€) sont perçus mais pas encore titrés. Pris en compte le taux de réalisation passe à 80,6%
Dépenses de fonctionnement	60,71%	42,5 %	82,56%	Les dépenses de fonctionnement général de l'établissement (fluide, ménage, sécurité et maintenance) sont engagées pour l'année.
Dépenses de personnel	74,93%	30,73 %	76,36%	Le plafond des emplois financés de manière pérenne dans la SCSP est saturé à 22 ETPT sur la période. La trajectoire des dépenses reste conforme aux prévisions initiales. Dépenses MS (hors COMP) stables par rapport à 2023
Dépenses d'investissement (AE)	96,06%	92,17 %	NC	Engagement des crédits d'investissement du projet de rénovation de la bibliothèque

M. Parola indique que les principales évolutions par rapport au BI 2024 sont liées, en recettes, à la réforme des droits d'inscription (1,6 million d'euros), à la formation continue et à l'alternance (1,1 million d'euros), à de nouvelles recettes (Erasmus 2024/2025 pour 164 000 euros) et à des recettes exceptionnelles (rattrapage de facturation des fluides, refacturation de la présidence du réseau et obtention de la chaire Jean Monnet). Au titre des dépenses de fonctionnement, une baisse de 90 000 euros est à noter par rapport au BR1, tandis que les dépenses de personnel restent stables (avec une prévision de sous-consommation estimée à hauteur de 114 000 euros). Enfin, les dépenses d'investissement atteignent 4,1 millions d'euros en autorisations d'engagement, sous l'effet du réajustement de l'échéancier des travaux de la bibliothèque. Au final, après une projection de résultat à - 323 000 euros au budget initial 2024, la trajectoire a été rectifiée et un résultat positif à hauteur de 312 000 euros est inscrit au BR2, tout en restaurant un bon niveau de fonds de roulement et de trésorerie.

M. Parola précise toutefois que ce fonds de roulement est gagé à 80 % par les travaux de la bibliothèque (1,1 million d'euros), le COMP (600 000 euros), les créances supérieures à deux ans et les provisions diverses. Ainsi, le montant libre d'emploi est de 653 000 euros, soit 40 jours de charges décaissables. Cette situation doit inciter l'Etablissement à la plus grande prudence au regard de ses besoins d'investissement.

M. Diaz précise que le défi qui s'impose désormais est de restaurer la capacité d'autofinancement de l'IEP dans les années à venir, afin de préserver sa capacité à se développer.

M. Rams salue la professionnalisation des équipes finances et RH ayant permis une sécurisation des process, qui était indispensable. Il souscrit à l'importance de l'enjeu, pour l'IEP, de préserver sa capacité à investir tout en avançant avec prudence, dans un contexte tendu en matière de financements de l'Etat.

M. Neuville rappelle que son rôle est de s'assurer de la soutenabilité des décisions budgétaires soumises au conseil d'administration. En l'occurrence, il note la nette amélioration de la trajectoire budgétaire par rapport au BR1, par des effets conjoncturels, mais également grâce à l'augmentation des ressources propres. Cet aspect est

déterminant pour le développement futur de l'Etablissement. Il salue donc la qualité de ces travaux et reprend à son compte le discours de prudence lié au niveau d'engagement élevé du fonds de roulement.

Mme Saint-Mleux souscrit à l'ensemble de ces commentaires.

M. Lejolvivert remercie tous les intervenants ayant permis d'aboutir à ces vues convergentes et au redressement de la trajectoire budgétaire.

M. Diaz indique qu'au regard du changement de contexte macroéconomique, des mesures de restrictions budgétaires s'annoncent induisant des incertitudes sur les ressources dont pourra disposer l'Etablissement en 2025. Pour autant, l'existence d'un fonds de roulement gagé à 80 % témoigne du fait que l'IEP possède un véritable projet d'établissement, mais lui garantit également qu'il ne pourra pas être prélevé de façon autoritaire par la tutelle dans un contexte budgétaire très contraint.

M. Lejolvivert donne lecture de la délibération 2024-67 et la soumet au vote.

La délibération 2024-67 est adoptée à l'unanimité.

2. MESURE REGLEMENTAIRES ET PRATIQUES

- **Désignation des élus étudiants dans les commissions**

M. Lejolvivert donne lecture de la répartition des candidatures proposées par les élus étudiants pour siéger dans les différentes commissions.

Une intervenante souhaite proposer une modification par rapport à la délibération, dans la composition de la commission des relations internationales, où Amandine Goutines remplacerait Eva Jeanson en tant que titulaire.

M. Lejolvivert en prend note et soumet la délibération 2024-68 ainsi modifiée au vote.

Sous réserve des modifications apportées en séance, la délibération 2024-68 est adoptée à l'unanimité.

- **Approbation de la désignation des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des étudiants**

Après recueil des candidatures, M. Lejolvivert indique qu'il convient de voter par collège pour désigner les membres siégeant à la section disciplinaire.

Sont candidats :

- collège A : Professeurs des universités et assimilés
 - Armelle de Guibert, désignée d'office ;
 - Nathalie Berny ;
 - Thibault Tellier, désigné d'office ;
 - Vincent Valentin.
- collège B : Maitres de conférences des universités et assimilés
 - Marta Iglesias, désignée d'office ;
 - Adeline Thobie, désignée d'office ;
 - Nicolas Escach, désigné d'office ;
 - Bruno Tilly.

- Collège étudiant :
 - Clara Burguin, désignée d'office ;
 - Marie Vinet, désignée d'office ;
 - Amandine Goutines, désignée d'office ;
 - Eva Jeanson, désignée d'office ;
 - Lou Presti ;
 - Tao Bernard ;
 - Hani Bonetti ;
 - Baptiste Cadeau.

Chaque collège s'est prononcé à l'unanimité sur les candidatures proposées.

La délibération 2024-69 est adoptée à l'unanimité.

3. VIE ETUDIANTE

- **Demande de domiciliation de l'association de Master C-T'assez**

M. Diaz explique que la création de cette association est liée au nouveau parcours de master de cinquième année Culture et transitions.

La délibération 2024-70 est adoptée à l'unanimité.

4. RESEAUX SCPO

- **Convention relative à l'organisation du Prix Mirabeau 2025**

M. Diaz indique que le prix Mirabeau est un événement inter-Sciences Po, comme Artefact et les JISPO. La convention qui lie l'IEP de Rennes à cet événement permet de verser une subvention, au même titre que les 10 établissements concernés. Une demande de subvention de 1500 € est sollicité.

La délibération 2024-71 accordant une subvention d'un montant de 1500 € pour le Prix Mirabeau 2025 est adoptée à l'unanimité.

- **Convention relative à l'organisation du concours commun 2025**

M. Diaz indique que cette convention est votée par les sept établissements du concours commun afin de l'organiser. Le concours commun aura lieu le 26 avril 2025 et les deux thèmes retenus pour les questions contemporaines sont « le corps » et « les solidarités ».

La délibération 2024-72 approuvant la convention relative à l'organisation du CC2025 est adoptée à l'unanimité.

INFORMATION DE LA DIRECTION

M. Diaz passe la parole à Corinne Poulain pour évoquer un événement inédit qui aura lieu fin novembre à Rennes.

Mme Poulain indique que cet événement, baptisé « Face à la guerre – dialogues européens », est une initiative de l'Institut français, dont l'accueil pour la première fois à Rennes est porté par Sciences Po Rennes et Les Champs Libres. Il aura lieu du 7 novembre au 1^{er} décembre à travers des rencontres, projections et expositions. L'événement, qui vise à rassembler des acteurs d'horizons divers – universitaires, journalistes et acteurs de la culture –, a déjà eu lieu à Prague, Vilnius, Helsinki, Varsovie, Sofia... et achève son parcours à Rennes en ce mois de novembre, par une série de rendez-vous dans divers lieux de la métropole.

*

M. Diaz annonce que pour la quatrième édition du festival Nos Futurs, les étudiants du master journalisme participeront à la réalisation du supplément du Monde publié à cette occasion.

*

M. Diaz informe le conseil de la réouverture du RU de Fougères le 7 novembre. Les premiers retours sur les nouveaux horaires sont positifs et permettent un réel roulement.

*

M. Diaz indique que le projet de collaboration entre Sciences Po et les lycées professionnels est relancé (accueils croisés entre étudiants et lycéens).

*

M. Diaz annonce que les directeurs des IEP ont été auditionnés au Sénat la semaine précédant la présente séance afin de présenter leurs stratégies respectives de développement des ressources propres. Il était notamment intéressant de comparer les systèmes de droits modulaires appliqués dans les différents instituts.

*

M. Diaz précise enfin que le schéma directeur de la vie étudiante est en cours de discussion au niveau de l'Université de Rennes. Dans ce cadre, il est notamment question de créer un fonds global de financement des associations étudiantes.

QUESTIONS DIVERSES

Un intervenant souhaite relayer une demande des étudiants du master Générations futures et Transitions juridiques de Caen. Ces derniers souhaitent rencontrer la Direction à propos d'un changement de maquette de leur formation (master 2 en alternance) sans qu'ils en aient été informés.

M. Diaz répond qu'il est bien prévu de rencontrer ces étudiants, étant entendu que ce master ne dispose pas de responsable de parcours pour le moment.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.